



Assemblée générale  
Conseil économique et social

Distr.  
GENERALE

A/47/270  
E/1992/74  
15 juin 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante-septième session  
Point 85 b) de la liste préliminaire\*  
COOPERATION INTERNATIONALE POUR  
LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET  
LE DEVELOPPEMENT

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL  
Session de fond de 1992  
Point 12 a) de l'ordre du jour  
provisoire\*\*  
COOPERATION INTERNATIONALE POUR  
LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET  
LE DEVELOPPEMENT

Application de la Stratégie internationale du développement  
pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le  
développement

Rapport du Secrétaire général

Résumé

La guerre du Golfe, la récession dans les pays développés à économie de marché et la dissolution de l'Union soviétique ont menacé d'invalider, peu après son lancement, certaines hypothèses de base de la Stratégie.

La crise du Golfe n'a eu que peu d'incidences à l'échelle mondiale. La récession des pays développés à économie de marché a été toutefois plus profonde et persistante que prévu; certes, on s'attend actuellement à une reprise au cours du second semestre de 1992, mais cette reprise sera vraisemblablement modérée. L'ex-Union soviétique et les pays d'Europe orientale ne deviendront pas de sitôt la nouvelle source de croissance des pays en développement sur laquelle tablait la Stratégie.

\* A/47/50.

\*\* E/1992/100.

Le climat économique international n'a pas été propice à la croissance et au développement sur d'autres plans. Bien que les taux d'intérêt à court terme aient baissé dans la plupart des pays, les taux à long terme restent élevés. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce est toujours dans l'impasse. Le financement extérieur du développement n'a pas bénéficié d'apports supplémentaires et les "dividendes de la paix" se font attendre.

Le profil de la croissance et du développement dans les pays en développement est resté pratiquement inchangé en 1991. Le revenu par habitant a stagné ou a baissé en Amérique latine, en Afrique, en Asie occidentale et dans la région méditerranéenne; il a progressé en Asie du Sud et de l'Est, encore que plus lentement que précédemment, et c'est seulement en Chine qu'il a enregistré une forte augmentation. Il devrait connaître une évolution semblable en 1992, sauf que sa progression en Asie sera plus rapide et qu'il s'améliorera légèrement en Amérique latine.

Les fonds destinés au financement du développement restent rares. Certains pays grands donateurs sont aux prises avec d'importants déficits budgétaires et une détérioration des conditions économiques et sociales intérieures, et de ce fait sont moins capables et désireux de dégager de nouvelles ressources additionnelles. Pour beaucoup, la réduction des dépenses militaires et la suppression des subventions à l'agriculture devaient être des sources de financements supplémentaires du développement, mais il ne semble pas qu'elles se traduiront de sitôt par des résultats concrets.

La Stratégie a souligné la nécessité de réformes économiques intérieures et de nombreux pays en développement ont entrepris des réformes majeures axées sur un plus grand recours aux forces du marché et au secteur privé, la stabilisation et la discipline monétaire, des taux de change plus réalistes et la libéralisation des échanges. En outre, de nombreux pays se sont engagés dans la voie de la démocratisation, de la participation populaire, et d'un plus grand respect des droits de l'homme. Toutefois, sans croissance économique, il est pratiquement impossible d'améliorer la condition des êtres humains. L'adoption de politiques et de mesures entraînant des coûts sociaux considérables, sans l'appui d'une aide extérieure pour atténuer ces coûts, n'est pas viable d'un point de vue politique et met en danger les démocraties fragiles.

L'élimination de la pauvreté et de la faim, la mise en valeur des ressources humaines, le ralentissement de l'accroissement de la population et un développement écologiquement rationnel et durable sont les quatre aspects prioritaires du développement tels que les a identifiés la Stratégie. Il est trop tôt pour constater des changements majeurs dans ces domaines, mais comme les budgets gouvernementaux subissent des compressions presque partout, on peut penser que dans la plupart des pays, on réduit les fonds alloués à l'amélioration de la condition de la population.

Si l'on veut que ces tendances soient inversées au cours des 18 premiers mois de la Décennie, il est indispensable que tous les pays presque sans exception fassent des efforts décisifs. Les pays en développement devraient poursuivre leur processus de réformes économiques et consolider les avantages obtenus de leurs programmes de stabilisation et d'ajustement, afin d'accroître les possibilités d'investissement. Les pays développés devraient redonner la priorité à la croissance économique. En élargissant les frontières de leur production, les pays développés dynamiseront le commerce mondial, atténueront les pressions protectionnistes et amélioreront les perspectives commerciales des produits primaires, outre qu'ils créeront de nouvelles ressources qui pourraient constituer des sources additionnelles de financement d'investissements au Nord et au Sud.

APPLICATION DE LA STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT POUR  
LA QUATRIEME DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION .....	5
I. RESUME ET CONCLUSIONS .....	5
II. LA RELANCE DU DEVELOPPEMENT .....	9
A. Croissance de l'économie mondiale en 1991 : perspectives à court terme .....	9
1. Aperçu général .....	9
2. Pays développés à économie de marché .....	9
3. Pays en transition vers une économie de marché .....	9
4. Pays en développement .....	10
a) Amérique latine et Caraïbes .....	10
b) Afrique .....	11
c) Asie occidentale et région méditerranéenne .....	12
d) Asie du Sud-Est et Chine .....	12
B. Orientation de la politique économique et perspectives à moyen et long terme .....	13
1. Dette extérieure .....	14
2. Le financement extérieur du développement .....	15
3. Le commerce international .....	17
4. Produits de base .....	18
5. Science et technique et politiques dans le secteur industriel .....	19
6. Agriculture .....	20
III. CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS .....	20
A. Réduction et élimination de la pauvreté et de la faim : tendances et approches .....	21
B. Mise en valeur des ressources humaines et création d'institutions .....	23
C. Population .....	25
D. Environnement .....	27
IV. LES PAYS LES MOINS AVANCES .....	28
V. ROLE DU SYSTEME DES NATIONS UNIES .....	29

/...

## INTRODUCTION

1. Le présent rapport a été établi pour donner suite à la résolution 45/199 de l'Assemblée générale et à son annexe intitulée "Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement", adoptée par consensus le 21 décembre 1990 à la quarante-cinquième session de l'Assemblée. À la section VI de l'annexe, l'Assemblée établit un processus d'examen et d'évaluation de la Stratégie. L'Assemblée, tout en admettant que le mécanisme de contrôle continu est d'ores et déjà en place et que le processus d'examen et d'évaluation est un élément intrinsèque des méthodes de travail des Nations Unies, notamment au niveau sectoriel, a toutefois jugé nécessaire de procéder à un examen et à une évaluation liés à la réalisation des buts et objectifs de la Stratégie dans son ensemble et a prié le Secrétaire général de procéder à cet examen et à cette évaluation tous les deux ans.

2. Le présent rapport en est la première formulation. Il y a moins de 18 mois que la Stratégie a été adoptée, mais dans ce laps de temps, les hypothèses sur lesquelles elle se fondait ont été bouleversées par des événements imprévus. Le rapport est donc pour une large part une analyse de la manière dont ces événements ont affecté les perspectives concernant la Stratégie. Il ne rend pas compte des activités sectorielles menées, en application de la Stratégie, par les organes, institutions, organisations et organismes des Nations Unies. Comme le signale la Stratégie, les rapports annuels des divers organismes des Nations Unies en rendent déjà compte.

### I. RESUME ET CONCLUSIONS

3. Trois événements principaux ont menacé de bouleverser peu après son lancement, certaines hypothèses de base sur lesquelles est fondée la Stratégie : la guerre du Golfe, la récession dans les pays développés à économie de marché et la dissolution de l'Union soviétique.

4. En l'occurrence, la crise et la guerre du Golfe n'ont eu que peu d'incidences à l'échelle mondiale, malgré les répercussions qu'elles continuent à avoir pour l'Iraq et les pertes importantes subies par les pays d'origine des travailleurs émigrés au Koweït et en Iraq. Les prix du pétrole sont revenus à leurs niveaux d'avant la crise.

5. La récession dans les pays développés à économie de marché a été toutefois plus profonde et persistante que prévu. Certes, on s'attend actuellement à une reprise au cours du second semestre de 1992, mais cette reprise sera vraisemblablement modérée. La relance de la croissance dans les pays industrialisés, une des principales hypothèses sur lesquelles la Stratégie a fondé son objectif de croissance accélérée dans les pays en développement ne s'est pas concrétisée.

6. Le climat économique international n'a pas été propice à la croissance et au développement sur d'autres plans. Bien que les taux d'intérêt à court terme aient baissé dans la plupart des pays, les taux à long terme restent

/...

élevés. Les négociations d'Uruguay sont toujours dans l'impasse. Le financement extérieur du développement n'a pas bénéficié d'apports supplémentaires et les "dividendes de la paix" se font attendre.

7. La désintégration de l'URSS et la contraction économique des pays d'Europe orientale ont eu une incidence relativement peu importante sur l'économie mondiale, sauf pour les pays qui avaient des relations commerciales étroites avec l'ancienne URSS. La Stratégie voyait dans les réformes et dans la restructuration des pays d'Europe orientale une nouvelle source potentielle de croissance et de développement pour les pays en développement, surtout grâce à l'élargissement des échanges commerciaux, mais il ne semble guère probable qu'il en sera ainsi pendant la première moitié de la décennie qui commence. Les flux financiers à destination des pays en développement n'ont pas diminué et on ne peut pas dire qu'ils auraient été plus importants si de nouveaux appels à l'aide en faveur des pays d'Europe orientale n'avaient été lancés. Toutefois, il est évident qu'il y a eu une dispersion considérable de l'aide.

8. La configuration de la croissance et du développement dans les pays en développement est restée pratiquement inchangée en 1991. Comme le montrent les tableaux 1 et 2, le revenu par habitant a stagné ou a baissé en Amérique latine et aux Caraïbes, en Afrique, en Asie occidentale et dans les pays méditerranéens; il a progressé en Asie du Sud et en Asie de l'Est, encore que plus lentement que précédemment, et c'est seulement en Chine qu'il a enregistré une forte augmentation. Il devrait connaître une évolution similaire en 1992, sauf que sa progression en Asie sera plus rapide et qu'il s'améliorera légèrement en Amérique latine.

9. La Stratégie a souligné que de nouvelles ressources financières étaient nécessaires, mais les fonds destinés au développement restent rares. Certains des pays grands donateurs sont aux prises avec d'importants déficits budgétaires et une détérioration des conditions sociales et économiques intérieures, et de ce fait ils sont moins capables et désireux de dégager de nouvelles ressources additionnelles. Pour beaucoup, la réduction des dépenses militaires et la suppression des subventions à l'agriculture devaient être des sources de financements supplémentaires du développement, mais il ne semble pas qu'elle se traduiront de sitôt par des résultats concrets. Malgré la réduction des dépenses militaires, les économies réalisées risquent fort, dans un premier temps, de ne servir qu'à réduire des déficits ou à financer des infrastructures sociales et matérielles intérieures.

10. La Stratégie a souligné la nécessité de réformes économiques intérieures et de nombreux pays en développement ont entrepris des réformes majeures axées sur un plus grand recours aux forces du marché et au secteur privé, la stabilisation et la discipline monétaire et budgétaire, des taux de change plus réalistes et la libéralisation des échanges. En outre, de nombreux pays se sont engagés dans la voie de la démocratisation, de la participation populaire et d'un plus grand respect des droits de l'homme. Toutefois, sans

Tableau 1

Pays en développement : PIB réel par habitant, 1990-1992  
 (1990 = 100)

	1990	1991	1992 <u>a/</u>
Pays en développement	100	101,3	103,6
Amérique latine et Caraïbes	100	100,6	101,0
Afrique	100	99,8	100,0
Asie du Sud et de l'Est	100	103,1	106,5
Chine	100	105,5	111,2
Asie occidentale	100	97,2	98,4
Pays méditerranéens	100	91,5	92,4

Source : Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, Département du développement économique et social.

a/ Prévisions.

Tableau 2

Pays en développement : Revenu réel par habitant a/, 1990-1992  
 (1990 = 100)

	1990	1991	1992 <u>a/</u>
Pays en développement	100	100,5	103,2
Amérique latine et Caraïbes	100	100,1	101,9
Afrique	100	98,1	99,8
Asie du Sud et de l'Est	100	102,5	106,2
Chine	100	106,1	111,1
Asie occidentale	100	94,4	95,8
Pays méditerranéens	100	92,2	90,9

Source : Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, Département du développement économique et social.

a/ PIB ajusté des paiements nets des intérêts et des dividendes et des variations des termes de l'échange.

b/ Prévisions.

/...

croissance économique, il est pratiquement impossible d'améliorer la condition des êtres humains. L'adoption de politiques et mesures entraînant des coûts sociaux considérables, sans l'appui d'une aide extérieure pour atténuer ces coûts, n'est pas viable d'un point de vue politique et met en danger les démocraties fragiles.

11. L'élimination de la pauvreté et de la faim, la mise en valeur des ressources humaines, le ralentissement de l'accroissement de la population et un développement écologiquement rationnel et durable sont les quatre aspects prioritaires du développement énoncé dans la Stratégie. Il est encore trop tôt pour constater des changements majeurs dans ces domaines, mais comme les budgets gouvernementaux font l'objet de compressions presque partout, on peut penser que dans la plupart des pays on réduit les fonds consacrés à l'amélioration de la condition de la population.

12. Au vu des événements intervenus au début des années 90, on peut se demander si les buts et objectifs de la Stratégie sont encore valables. À la différence des stratégies précédentes, la Stratégie pour les années 90 ne fixe pas de but précis, se contentant d'objectifs généraux dans des domaines critiques. De surcroît, la Stratégie admet que nombre des objectifs fixés ne peuvent être atteints qu'à moyen et long terme. C'est pourquoi, ses buts et objectifs restent valables.

13. Toutefois, un certain nombre de problèmes sont déjà devenus plus préoccupants qu'ils ne l'étaient lorsque la Stratégie a été adoptée. Les conséquences de la désintégration de l'Union soviétique sur les relations économiques internationales sont un de ces sujets de préoccupation. L'intégration dans l'économie mondiale des pays d'Europe orientale et des républiques qui ont remplacé l'Union soviétique, ainsi que leur propre transformation, sera un processus long et difficile.

14. L'environnement est considéré dans la Stratégie comme un aspect prioritaire du développement, mais le vaste programme adopté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement va plus loin qu'il n'avait été prévu dans la Stratégie et expose de façon beaucoup plus détaillée les très nombreux problèmes que soulève un développement durable.

15. La Stratégie a manifestement passé sous silence la question des migrations internationales; à ce jour, la communauté internationale n'est pas encore parvenue à un accord sur la manière d'aborder le problème des migrations d'une main-d'oeuvre poussée par des raisons économiques. Toutefois, au cours du bref laps de temps écoulé depuis l'adoption de la Stratégie, les préoccupations soulevées par ces migrations sont devenues de plus en plus fortes et on souligne souvent que l'aide économique serait une manière d'éviter des mouvements massifs de personnes.

16. Si l'on veut inverser les tendances constatées au cours des 18 premiers mois de la Décennie, il est indispensable que tous les pays, presque sans exception, fassent des efforts décisifs. Les pays en développement devraient poursuivre leur processus de réformes économiques et consolider les avantages

/...



obtenus de leurs programmes de stabilisation et d'ajustement afin d'accroître les possibilités d'investissement. Les pays développés devraient donner la priorité à la croissance économique. En élargissant les frontières de leur production, les pays développés dynamiseront le commerce mondial, atténueront les pressions protectionnistes et amélioreront les perspectives commerciales des produits primaires, outre qu'ils créeront de nouvelles ressources qui pourraient constituer des sources additionnelles de financement d'investissements au Nord et au Sud.

## II. LA RELANCE DU DEVELOPPEMENT

### A. Croissance de l'économie mondiale en 1991 : perspectives à court terme 1/

#### 1. Aperçu général

17. La Stratégie a, entre autres, pour but de dynamiser la croissance économique dans les pays en développement. Il y est précisé qu'un "relèvement marginal des taux de croissance" ne suffirait pas à cet effet et une croissance soutenue, de l'ordre de 7 %, pourra assurer les conditions voulues pour parvenir à une transformation véritable des pays en développement.

18. En 1991, la production mondiale a marqué un recul (pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale) et les projections indiquent qu'il n'y aura qu'une légère reprise en 1992. Cette situation s'explique en grande partie par la débâcle économique des pays d'Europe orientale et de l'ancienne URSS, mais elle est également imputable à un ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés, dont beaucoup ont traversé une période de récession. Dans les pays en développement, la croissance a été aussi lente qu'avant l'adoption de la Stratégie.

#### 2. Pays développés à économie de marché

19. Comme on l'indique dans la Stratégie, les grands pays industrialisés exercent une profonde influence sur la croissance économique mondiale et le climat économique international. Ils doivent par conséquent poursuivre leurs efforts pour favoriser une croissance soutenue et réduire les déséquilibres. A cet égard, le début des années 90 n'a certes pas été de bon augure.

20. Dans les pays développés à économie de marché, la croissance n'a été que d'environ 1 % en 1991 et restera probablement inférieure à 2 % en 1992. A la fin de 1991, cinq des sept pays les plus développés connaissaient une récession et, dans de nombreux pays, le chômage avait atteint son taux le plus élevé depuis le début des années 80 : en 1991, on comptait trois millions de chômeurs de plus que l'année précédente.

#### 3. Pays en transition vers une économie de marché

21. Remplacer une économie planifiée par un nouveau système économique s'est avéré plus difficile que prévu et, même si le secteur privé a commencé à se

/...

développer, il est encore trop faible pour enrayer le déclin. On a assisté à une contraction du volume de l'activité économique d'une brutalité sans précédent dans les pays industrialisés. En 1991, la production a baissé d'environ 16 % et on prévoit qu'elle chutera encore de 12 % en 1992. Le volume des investissements est retombé au niveau qu'il avait au milieu des années 70. En raison de la contraction sévère des investissements, l'entretien de base des équipements a été négligé, d'où un risque de dégradation des outils de production, même en bon état.

22. Les coûts sociaux des bouleversements économiques sont élevés. Le secteur privé, encore trop peu développé, n'est pas en mesure de résorber le chômage, qui a augmenté de façon brutale. Le financement des dispositifs de protection sociale est insuffisant, la pauvreté gagne du terrain et les sans-abri sont de plus en plus nombreux.

23. Les républiques qui constituaient naguère l'URSS peuvent toutes être considérées comme des pays à revenu intermédiaire ou faible. Parmi elles, les républiques asiatiques sont les plus vulnérables, car elles bénéficiaient par le passé de transferts de ressources considérables provenant des autres républiques.

#### 4. Pays en développement

24. Dans l'ensemble des pays en développement, la croissance a été timide, n'atteignant que 3,4 % en 1991, chiffre comparable à ceux des deux années précédentes. A noter cependant qu'il existe des écarts importants selon les régions. Pour 1992, on prévoit une croissance de l'ordre de 4,5 %.

##### a) Amérique latine et Caraïbes

25. La croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes a atteint 2,6 % en 1991, ce qui, pour la première fois depuis 1987, correspond à une croissance par habitant très légèrement positive. Néanmoins, le produit intérieur brut par habitant pour l'ensemble de la région est inférieur à celui de 1980.

26. Toutefois, l'inflation a diminué, améliorant les perspectives à court terme. Les problèmes de dette extérieure ont perdu de leur acuité et les politiques d'ajustement et de stabilisation ont rencontré plus de succès. Ces réussites restent cependant précaires.

27. Tous les pays de la région se sont tournés vers une économie de marché, ont libéralisé les échanges et réduit le rôle de l'Etat dans l'économie. On s'accorde à voir dans l'assainissement des finances publiques un aspect essentiel de toute politique macro-économique. Pour lutter contre l'inflation, on a généralement recours à des mesures budgétaires et on diminue les salaires réels dans le secteur structuré. En intensifiant la politique d'austérité budgétaire, on a pu réduire les déficits de façon substantielle.

/...

28. En raison de la récession qui sévit dans les pays industrialisés et d'une plus grande capacité d'absorption intérieure dans certains pays, les recettes des exportations ont stagné en 1991 après avoir connu une croissance rapide les années précédentes. Par suite de la reprise économique et de la libéralisation des échanges, on a enregistré une poussée soudaine des importations.

29. Le fardeau du service de la dette extérieure s'est allégé en raison de la baisse des taux d'intérêt sur le plan international. L'écart important existant entre les taux d'intérêt nationaux et internationaux, ainsi qu'un regain de confiance chez les investisseurs ont fait brusquement augmenter les flux de capitaux privés et rentrer les capitaux. En conséquence, le transfert des ressources financières nettes de l'Amérique latine est redevenu positif pour la première fois depuis 1981. Cependant, le sens des flux de capitaux s'étant inversé, les monnaies se sont appréciées, de sorte que les importations ont progressé plus vite que les exportations.

b) Afrique

30. La croissance de la production en Afrique, qui a été d'environ 3 % en 1991, a été inférieure à l'accroissement de la population. La crise du golfe Persique a eu une influence négative sur les pays de la région pendant le premier semestre de 1991 mais, au cours du second semestre, les recettes du tourisme et les rapatriements de salaires sont revenus à leurs niveaux normaux et les prix de l'énergie ont baissé.

31. En 1991, l'inflation s'est aggravée et les termes de l'échange ont continué à se détériorer. Malgré une augmentation du volume des exportations, les recettes correspondantes ont stagné.

32. La production vivrière a augmenté, bien que, dans certains pays, les troubles civils et la sécheresse l'aient gravement compromise. La famine menacerait 34 millions de personnes sur le continent. La pauvreté gagne du terrain, et elle sévit surtout dans les zones rurales où l'on n'est guère parvenu à créer des emplois autres qu'agricoles. Les taux d'accroissement de la population restent élevés et les cours des produits de base continuent de baisser. Même dans des conditions normales, il y a pénurie de crédit, les systèmes de commercialisation, de distribution et de transport sont peu développés, les services de vulgarisation insuffisants et l'approvisionnement en semences et en engrais n'est pas toujours assuré en temps voulu.

33. Bon nombre de pays africains mettent en oeuvre des réformes économiques, mais le plus souvent l'adoption des mesures d'ajustement structurel est trop récente pour qu'on puisse en attendre des résultats.

34. De nombreux pays africains sont parvenus à réduire leur déficit budgétaire en privatisant des entreprises publiques, en augmentant les recettes fiscales et en réduisant les coûts salariaux. Cependant, certaines de ces réformes économiques se sont soldées, à court terme, par une baisse des recettes publiques. C'est en particulier ce qui s'est produit avec la

/...

libéralisation des échanges, puisque, dans presque tous les pays d'Afrique, 25 % des recettes publiques proviennent des droits de douane. Les recettes des taxes à l'exportation ont diminué en raison de la baisse des prix des produits de base.

35. Les changements politiques qui se produisent en Afrique du Sud pourraient bien avoir une influence considérable sur le reste du continent. Ce pays a le potentiel requis pour devenir un centre financier et un fournisseur de capitaux et de produits de haute technologie aux autres pays africains.

c) Asie occidentale et région méditerranéenne

36. La situation économique de l'Asie occidentale a été profondément marquée par la crise et la guerre du golfe Persique. Le conflit a ruiné l'économie de l'Iraq et celle du Koweït, dont la production a fortement chuté, alors que les principaux pays exportateurs de pétrole ont vu leur production augmenter. Les pertes enregistrées sur le plan du commerce, du tourisme et du rapatriement des salaires ont mis à mal l'économie des pays les plus pauvres et des pays importateurs d'énergie : en conséquence, le produit intérieur brut total de la région a baissé en 1991. L'activité économique a repris après la fin des hostilités mais, dans la plupart des pays de la région, les déficits budgétaires se sont creusés en raison des dépenses liées à la guerre, dont, notamment, les dépenses relatives aux services sociaux destinés aux rapatriés et aux réfugiés.

37. En Asie occidentale, les revenus par habitant ont baissé en 1991 et il est peu probable qu'ils augmentent en 1992. On a commencé à reconstruire mais la détresse dans laquelle se trouvent les populations de plusieurs pays de la région compromet sérieusement, sinon totalement, la réalisation des objectifs de la Stratégie.

38. Les taux de croissance dans les pays de la région méditerranéenne se sont effondrés par suite de la guerre civile et des conflits ethniques en Yougoslavie et d'un fort ralentissement de l'activité économique en Turquie; dans ce pays, des politiques financières expansionnistes et la fin de la guerre du golfe Persique ont néanmoins permis une reprise économique dans la seconde moitié de 1991.

d) Asie du Sud-Est et Chine

39. En Chine, la croissance économique a fait un bond en avant. En 1991, le produit national brut a augmenté de 7 %, soit 2 % de plus qu'en 1990.

40. En 1991, l'Asie du Sud-Est est restée, avec un taux de 5,4 %, la région du monde qui a enregistré la croissance économique la plus soutenue, encore que ce taux soit inférieur d'un point de pourcentage à celui de 1990. Dans l'ensemble, les pays de la région ont fait montre d'une remarquable capacité d'adaptation dans un environnement économique défavorable sur le plan international. Ces résultats sont davantage imputables à une hausse de la demande intérieure plutôt qu'à une expansion des exportations, même si

/...

celles-ci ont progressé rapidement. A l'exception des Philippines et de l'Inde, tous les pays de la région ont enregistré des taux de croissance économique supérieurs aux taux d'accroissement de la population.

41. Dans le contexte de morosité économique internationale, les résultats de la plupart des pays en développement d'Asie amènent à penser que les facteurs de croissance autonome ont pris de l'importance. Les prévisions à court terme indiquent que la progression économique se poursuivra à des rythmes soutenus. Il faudrait analyser plus avant les causes de cette réussite pour en tirer des leçons dont d'autres pays en développement pourraient tirer profit pour la mise au point de leurs politiques.

42. La situation justifie des réductions importantes des dépenses militaires, lesquelles ont absorbé des fonds que l'on aurait pu utiliser pour améliorer les infrastructures et les services sociaux. La fin de la guerre froide et le règlement du conflit cambodgien rendent possible une réduction coordonnée des dépenses militaires dans toute la région. On pourrait utiliser les fonds rendus ainsi disponibles pour alléger la pauvreté dans une région où le nombre d'indigents vivant en dessous du seuil de pauvreté est supérieur à celui de la population totale de l'Afrique.

#### B. Orientation de la politique économique et perspectives à moyen et long terme

43. La Stratégie note que les principaux pays industrialisés ont une responsabilité spéciale dans la mise en place d'un environnement économique international stable, prévisible et favorable au développement. Ces pays, comme le souligne la Stratégie, devraient chercher à résorber leur déficit extérieur et budgétaire, encourager une croissance durable non inflationniste, abaisser les taux d'intérêt réels, stabiliser les taux de change et ouvrir les marchés.

44. Les autorités monétaires des pays développés à économie de marché ont, ces dernières années, privilégié la stabilité des prix, et cela a rendu la conjoncture mondiale moins inflationniste. La croissance s'est ralentie mais la reprise devrait être relativement faible, le taux de croissance devant rester très modeste pendant la première moitié des années 90.

45. Dans les pays en développement, la tendance est de plus en plus à la réforme. Ces pays ont pris des mesures importantes pour ouvrir leur économie et pour élargir les possibilités de l'initiative privée. Ils admettent que leur politique macro-économique doit se caractériser par une politique budgétaire prudente, une politique monétaire judicieuse et un taux de change qui reflète adéquatement les raretés relatives et ne paralyse pas les exportations. La valorisation des ressources humaines, qui est un aspect essentiel de la Stratégie, figure aussi en bonne place dans les plans, stratégies ou programmes nationaux de développement. Tout cela rend un peu plus favorables les perspectives à moyen terme. En fait, comme des programmes de réforme sont déjà en place, on peut s'attendre désormais à une croissance

/...

économique soutenue et assez forte en Asie, de même qu'à une reprise notable en Amérique latine.

46. En Afrique, les perspectives restent assez sombres, en dépit des réformes qu'ont entreprises un nombre important de pays. La réaction du secteur privé reste limitée; les investissements et l'appui financier international n'ont toujours pas redémarré. Il y a bien peu d'indices d'une amélioration de la sécurité alimentaire. Des conditions météorologiques défavorables pourraient entraîner un recul très net de la production agricole et compromettre les programmes de développement dans d'autres secteurs.

47. Treize pays d'Afrique orientale et australe au moins souffrent actuellement d'une sécheresse grave. Indépendamment de son effet dévastateur direct sur la production vivrière, la sécheresse aura aussi des effets négatifs sur le revenu intérieur, sur la capacité d'importer des articles non alimentaires, sur l'emploi et sur l'inflation.

48. Pour atteindre le volume d'investissement compatible avec les objectifs de la Stratégie, l'épargne devra augmenter considérablement. Un tel effort pourrait, dans certains pays, être facilité par un apaisement des conflits et des tensions frontalières, accompagné d'accords de sécurité régionale.

49. La transformation de l'Europe orientale et des républiques qui constituaient l'URSS exigera un appui technique et financier considérable de la communauté internationale. Faute de trouver des ressources authentiquement additionnelle auprès des pays donateurs traditionnels ou des institutions multilatérales, on s'exposerait au risque d'un redéploiement massif des ressources qui les détournerait des tâches envisagées dans la Stratégie. Une fois que l'expansion aura repris dans les pays d'Europe orientale et dans ceux de l'ex-URSS, ces pays constitueront pour l'économie mondiale un important pôle de croissance. Cependant, il est peu probable que cela se produise pendant la présente décennie.

#### 1. Dette extérieure

50. La Stratégie indique que durant les années 90, le développement ne saurait demeurer paralysé par une incapacité persistante de surmonter les problèmes internationaux de la dette et qu'il faut donc trouver des formules originales et parvenir à alléger ce fardeau dès les premières années de la décennie.

51. Aujourd'hui, les solutions proposées admettent que beaucoup de pays lourdement endettés ne peuvent, par leur seul travail, prévenir l'accumulation de la dette, et que certaines dettes non recouvrables devront être annulées, cependant que les pays débiteurs s'engageront à procéder aux changements structurels voulus. Si l'endettement reste bien un problème majeur pour un grand nombre de pays en développement, des progrès ont été faits dans le rééchelonnement et l'annulation de la dette.

/...

52. L'encours total de la dette des pays en développement importateurs de capitaux, à la fin de 1991, était pratiquement le même qu'à la fin de l'année précédente. Exprimé en dollars, cet encours était proche de son niveau de 1987, mais, rapporté au PIB, il avait diminué de 50 % en 1987 à 36 % en 1991, sans changement pratiquement par rapport à 1990. L'encours de la dette a légèrement baissé en 1991 en Afrique et en Amérique latine et augmenté en Asie.

53. Au Sommet économique de Londres, en juillet 1991, le Groupe des Sept a admis que l'allégement de la dette aux "conditions de Toronto" s'imposait pour les pays à faible revenu lourdement endettés. En réponse à cet appel, le Club de Paris a introduit, à la fin de 1991, de nouvelles conditions exceptionnelles. De ce fait, le poids que la dette officielle faisait peser sur un certain nombre de pays s'est allégé, à la faveur d'une radiation partielle de la dette et de conditions de rééchelonnement plus favorables décidées plus fréquemment dans les négociations du Club de Paris. Cependant, les créanciers bilatéraux n'ont toujours pas acquiescé aux "conditions de la Trinité", qui sont plus généreuses.

54. Les négociations de restructuration de la dette contractée auprès des banques commerciales internationales ont été menées, ces dernières années, dans le cadre du plan Brady. Des taux d'intérêt moins élevés et la renégociation de la dette, par son rééchelonnement ou par son allégement, ont atténué les pressions exercées sur la balance des paiements de plusieurs pays en développement ayant de lourdes dettes commerciales.

55. Indépendamment des négociations menées dans le cadre de la stratégie de la dette internationale, des conversions de dettes, à grande ou à petite échelle, ont continué à avoir lieu. A grande échelle, des dettes ont été converties en prises de participation, parallèlement à des mesures de privatisation, mais des conversions du type "dette/nature", moins ambitieuses, ont également eu lieu.

56. Si un optimisme modéré est justifié, c'est que certains pays lourdement endettés, surtout en Amérique latine, sont de nouveau considérés comme solvables. L'amélioration très marquée du transfert net de ressources de ces pays, en 1991, montre que le principal avantage de la régularisation de la dette est d'encourager l'investissement privé, de favoriser le retour des capitaux fugitifs et de stimuler les investissements étrangers de portefeuille et les nouvelles opérations de prêt. Si la crise de la dette a désormais une moindre acuité, elle n'est pas encore résolue pour autant. Beaucoup de pays ont fait de grands progrès, mais d'autres, certains parmi les plus pauvres, ont encore beaucoup à faire.

## 2. Le financement extérieur du développement

57. La stratégie indique que l'obtention de ressources suffisantes, internes ou externes, est l'une des conditions essentielles de la relance du développement.

/...



58. En 1991, le transfert net de ressources financières des pays développés à économie de marché vers les pays en développement a été de l'ordre de 24 milliards de dollars. Cela représente un tournant majeur par rapport aux années antérieures, où au contraire les transferts financiers nets étaient de sens opposé. Ainsi, en 1991, ce sont 5 milliards de dollars qui ont été transférés aux pays en développement importateurs de capitaux, et cela représente par rapport à 1990 une variation nette de 36 milliards de dollars, en faveur surtout des pays lourdement endettés. Des montants assez peu élevés ont également été transférés aux pays d'Europe orientale et de l'ex-Union soviétique. Cependant, si les propositions d'aide financière aux ex-républiques soviétiques sont appliquées, en 1992 les transferts nets en leur faveur seront très importants.

59. Les pays en développement ont recommencé à emprunter sur les marchés des capitaux. L'accès aux marchés est encore limité, l'essentiel des emprunts étant effectué par des pays en développement asiatiques, mais certains pays latino-américains y participent aussi. Les pays africains n'ont montré pratiquement aucune activité sur ces marchés et pour eux comme pour certains autres pays pour qui les marchés des capitaux privés sont pratiquement fermés, l'aide publique reste indispensable.

60. L'apport net d'investissements directs étrangers n'a pas augmenté beaucoup ces dernières années. Les apports aux pays en développement importateurs de capitaux sont passés de 8 milliards de dollars au milieu des années 80 à 17 milliards en 1989, et sont restés à peu près au même niveau en 1990, tandis qu'ils ont peut-être augmenté encore pour atteindre 19 milliards de dollars en 1991.

61. Des circonstances exceptionnelles expliquent la vive augmentation des apports publics de capitaux en 1990. Les dons d'aide public sont passés de 14 milliards de dollars en 1989 à 29 milliards de dollars environ en 1990, puis à 32 milliards environ en 1991, à la faveur surtout d'une augmentation des dons aux pays affectés par la crise du golfe Persique. En 1992, les apports officiels devraient retrouver des niveaux plus normaux. Les perspectives à moyen terme ne sont pas prometteuses. L'aide publique au développement (APD) devrait progresser au maximum de 2 % par an en termes réels.

62. On verra ce qu'il en est réellement des perspectives de l'APD à l'occasion des négociations, qui se déroulent actuellement, du dixième exercice de reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA), le guichet concessionnel de la Banque mondiale. Cet exercice porte sur la période juin 1993-juin 1996 et comportera une augmentation substantielle par rapport à l'exercice précédent. En dehors des bénéficiaires traditionnels des prêts de l'IDA, les nouveaux pays membres à faible revenu auront aussi besoin de ressources, et huit d'entre eux ont été admis à l'IDA depuis la dernière reconstitution des ressources, sans compter les Etats qui prennent la succession de l'Union soviétique.

/...



63. Le retard mis à appliquer l'engagement intergouvernemental souscrit lors du neuvième examen des quotes-parts du Fonds monétaire international (FMI), qui devrait permettre d'augmenter de 50 % les opérations de prêts du Fonds, est fort préoccupant, étant donné que les ressources du Fonds seront sans doute très demandées, notamment par les Etats nés de l'éclatement de l'Union soviétique.

64. Pourtant, les opérations de prêt du FMI ont augmenté de façon appréciable en 1991, en faveur des pays dont l'économie est en transition, mais aussi des pays en développement, dont le solde dans les opérations de prêt est redevenu positif pour la première fois depuis 1985, principalement par suite des prêts accordés par la Facilité d'ajustement structurel et la Facilité d'ajustement structurel renforcée.

65. Par contre, la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale qui apporte son concours au développement de l'entreprise, a réduit ses engagements en 1991, pour la deuxième année consécutive, en raison en partie d'un manque de capitaux.

66. Il est noté, dans la Stratégie, que les réformes économiques entreprises dans les pays d'Europe de l'Est et l'intégration de ces économies au marché mondial feront naître d'importantes demandes nouvelles de ressources, et que les besoins nouveaux devraient être satisfaits sans qu'il en résulte un amoindrissement des apports de capitaux indispensables aux pays en développement.

67. A l'heure actuelle les pays dont l'économie est en transition sont pratiquement exclus des marchés mondiaux des capitaux. De ce fait, le financement extérieur devra provenir d'organismes publics, surtout dans le cadre des programmes d'ajustement et de développement décidés avec l'accord du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

68. Depuis 1989, les pays industrialisés ont promis 45 milliards de dollars à l'Europe de l'Est pour hâter la reprise économique, mais 20 % seulement de ce montant a été déboursé. En avril 1992, le Groupe des Sept a annoncé un ensemble de mesures d'aide financière multilatérale en faveur de la Fédération de Russie, et, plus tôt dans l'année, près de 79 milliards de dollars avaient été promis par un large groupe de donateurs pour une aide humanitaire d'urgence en faveur de la Communauté d'Etats indépendants. Une grande partie de cette assistance a déjà été versée, et il est donc difficile de prendre la mesure des besoins supplémentaires.

### 3. Le commerce international

69. La croissance, le développement et la solution à apporter aux problèmes urgents des pays en développement sont conditionnés par un système commercial multilatéral ouvert, crédible et fondé sur les principes de non-discrimination et de transparence, indique la Stratégie. De ce fait, l'obtention d'un accord

/...

efficace et équilibré aux négociations commerciales multilatérales d'Uruguay déterminera les progrès qu'on espère réaliser au cours des années 90.

70. La croissance du commerce international s'est ralentie de plus de 8 % en 1988 à moins de 5 % en 1990, et à 3 % environ en 1991. Cette croissance devrait reprendre en 1992, mais il ne faut pas s'attendre à moyen terme à une progression robuste des échanges. En mai 1992, les négociations commerciales multilatérales d'Uruguay étaient encore dans l'impasse.

71. Pendant ce temps, les blocs commerciaux se multiplient et font craindre aux non-participants de s'en trouver exclus. La Stratégie voit dans la coopération économique entre pays en développement (CEPD) de larges possibilités d'augmenter les échanges entre ces pays. Au début des années 90, plusieurs accords de libre-échange ont été conclus ou renforcés : la Communauté économique africaine, la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) de l'Afrique orientale et australe, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), la Communauté économique des Caraïbes et le Marché commun du cône Sud, par exemple.

72. Les pays développés à économie de marché sont intervenus sur les marchés, ont cédé aux tentations du protectionnisme et ont subventionné leur agriculture, et cela a faussé les signaux adressés aux pays en développement tout en les empêchant de diversifier leur production agricole.

73. Alors que la Stratégie note que la réforme et la restructuration de l'économie des pays d'Europe orientale et leur intégration à l'économie mondiale peuvent contribuer à la vigueur et au dynamisme des échanges mondiaux, tout indique jusqu'à présent le contraire. Les exportations des pays d'Europe de l'Est et de ceux de l'ex-Union soviétique ont diminué de près de 22 % en 1991, leurs importations se contractant, de leur côté, de 30 %.

74. L'intégration progressive de l'économie mondiale et la préoccupation grandissante qu'inspirent les problèmes de l'environnement se sont conjugués pour susciter un intérêt nettement plus marqué pour l'interaction entre le commerce et les politiques commerciales d'une part et les problèmes de l'environnement d'autre part. Cette interaction figurera en bonne place à l'ordre du jour de futures négociations commerciales multilatérales.

#### 4. Produits de base

75. Les prix moyens des marchandises autres que les combustibles ont baissé de plus de 6 % en 1991 en dollars courants et d'à peu près autant par rapport aux prix des produits manufacturés. Il s'agit là d'une amélioration par rapport à la baisse en termes réels des cours qui avait été de près de 15 % en 1990, mais cela représente tout de même une nouvelle dégradation des cours très déprimés des produits de base, de même que des recettes d'exportation, qui, comme le note la Stratégie, continueront à jouer un rôle essentiel pour l'économie de la plupart des pays en développement durant les années 90. Les cours réels des produits de base (exprimés en fonction des prix des produits manufacturés) sont de 25 % inférieurs à ce qu'ils étaient au milieu des

/...

années 80. Il est peu probable que ces cours remontent notablement dans un avenir proche.

76. Les prix de l'énergie ont fortement augmenté en 1990 par suite de la crise du golfe Persique, mais ont baissé de nouveau en 1991 pour retrouver leur niveau de 1989. Les prix de 1991, en termes nominaux, n'étaient pas plus élevés qu'en 1986, et étaient donc bien plus faibles encore en termes réels.

##### 5. Science et technique et politiques dans le secteur industriel

77. Pour imprimer au développement un rythme soutenu les pays en développement, selon la Stratégie, devront tirer parti du progrès scientifique et technique.

78. De vastes régions du monde en développement restent à l'écart de la révolution technique en cours. Cependant, certains pays de l'Asie du Sud et de l'Est ont montré que le progrès technique des pays occidentaux peut se reproduire ailleurs. L'expérience asiatique, même si on estime souvent qu'elle n'est pas transposable, peut constituer une importante source d'inspiration pour les autres pays en développement.

79. L'accélération de l'industrialisation doit être, insiste-t-on dans la Stratégie, un élément clef de la transformation économique de la plupart des pays en développement et de la relance du développement au cours des années 90. Les politiques et mesures de promotion industrielle devront donc être l'un des principaux éléments de la Stratégie pour les années 90.

80. Les perspectives à cet égard, en particulier pour l'Afrique subsaharienne et, à un moindre degré, l'Amérique latine et la région des Caraïbes, sont sombres. Au cours des années 80, ces deux régions ont connu une croissance annuelle de la valeur ajoutée des produits manufacturés de 0,5 et 1,6 % respectivement, ce qui est bien en-deçà des taux de croissance démographique et dénote une croissance négative de l'activité industrielle par habitant. Un certain nombre de pays, asiatiques pour la plupart, continuent de faire de grands progrès dans la voie de l'industrialisation, fondés essentiellement sur des politiques d'ouverture vers l'extérieur mais aussi, plus récemment, sur leur propre dynamisme interne. Pour un nombre beaucoup plus grand de pays, en particulier en Afrique, la production industrielle continue de stagner et il ne se dégage pas encore de stratégie d'industrialisation viable.

81. Les stratégies de substitution de productions locales aux importations ayant échoué, elles sont remplacées par des politiques qui prennent en compte les possibilités qui s'offrent sur le marché international, tant pour les exportations que pour les importations, et qui visent à réaliser des économies d'échelle. Cette situation est également confirmée par les efforts faits par les pays en développement en vue de relancer des projets d'intégration existants ou d'en créer de nouveaux. Il ne s'agit pas pour l'essentiel, comme dans le passé, d'empêcher des pays tiers de pénétrer les marchés nationaux, mais d'ouvrir des marchés aux membres du projet d'intégration tout en

/...

abaissant progressivement les barrières aux exportations des autres pays du monde.

82. Les investissements étrangers directs peuvent, note-t-on dans la Stratégie, apporter une contribution importante à l'industrialisation des pays en développement. Le flux des investissements étrangers vers les pays en développement a, comme on l'a vu ci-dessus, augmenté. Ces investissements sont d'ailleurs pour l'essentiel dirigés vers les pays qui se caractérisent déjà par leur dynamisme et leurs efforts d'industrialisation. Presque partout, les pays en développement créent de nouvelles législations favorables aux investissements étrangers.

### 6. Agriculture

83. L'agriculture et l'alimentation continuent à revêtir pour la plupart des pays en développement une importance cruciale. Aujourd'hui, dans nombre de pays, l'agriculture est jugée prioritaire. On s'accorde à reconnaître l'importance des lois du marché, en particulier dans les domaines de la commercialisation et de la distribution. Dans le même temps, il faut un secteur public solide pour créer des infrastructures rurales, assurer la production et la diffusion des techniques agricoles, et procéder à des interventions directes en matière de nutrition.

84. Un certain nombre de pays en développement ont encouragé la production nationale d'aliments de base, en garantissant des prix plus élevés aux producteurs. Certains gouvernements ont été obligés, en partie à la suite de ces mesures, d'accroître les prix à la consommation pour les aliments essentiels, ce qui a aggravé les problèmes d'alimentation des couches vulnérables de la population. Des efforts ont également été entrepris dans un grand nombre de pays en développement pour libéraliser les dispositions régissant la gestion des stocks et la commercialisation, le secteur privé jouant un rôle de plus en plus important.

### III. CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS

85. Il faut que les fruits de la croissance économique soient, reconnaît-on dans la Stratégie, équitablement répartis et que l'environnement soit protégé. Si la pauvreté persiste et si les conditions de vie des populations continuent à être négligées, il se posera inévitablement des problèmes politiques et sociaux. De même, si l'économie se développe au détriment de la protection de l'environnement, le développement ne sera pas viable. C'est pourquoi l'un des principaux thèmes de la Stratégie est le renforcement de la relation entre la croissance économique et le bien-être des populations.

86. Au cours des 18 mois qui ont suivi l'adoption de la Stratégie, on ne pouvait nullement s'attendre à enregistrer d'importants progrès quant aux conditions de vie des populations. En outre, nombre de conditions préalables à la relance de la croissance et du développement dans les pays en développement n'étant toujours pas remplies, il est peu probable que des

/...

progrès importants aient été réalisés en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations au cours des dernières années de cette décennie.

A. Réduction et élimination de la pauvreté et de la faim :  
tendances et approches

87. Selon les estimations, plus de 1,1 milliard d'hommes dans le monde vivent dans la pauvreté, et plus de 600 millions d'entre eux seraient "extrêmement pauvres". Les deux tiers de ces derniers vivent en Asie, concentrés dans des zones rurales à forte densité démographique. Dans l'Afrique subsaharienne, on estime que 120 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté; la plupart d'entre elles se trouvent dans les zones rurales. En Amérique latine, les 50 millions de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté sont concentrées dans les hautes terres des Andes, dans les bidonvilles et dans les zones rurales (familles dépourvues de terre). En Afrique du Nord et au Proche-Orient, 40 millions de personnes extrêmement pauvres se trouvent réparties dans de petites poches de pauvreté moins visibles, dans les zones rurales et dans les zones urbaines.

88. Le lien entre l'évolution du PIB et les indicateurs sociaux est tenu à court terme mais, à moyen et à long terme, le relèvement du niveau de vie et l'élimination de la pauvreté passent par la croissance économique. Dans les pays qui ont enregistré une augmentation du revenu par habitant, la situation sociale s'est en général améliorée au cours des années 80. Dans la plupart de ces pays, des progrès importants ont été réalisés dans le domaine de la production agricole. Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue a diminué dans ces pays. Par contre, dans les pays ayant enregistré une diminution du revenu par habitant, le niveau de vie s'est dégradé, les progrès réalisés au niveau des indicateurs sociaux se sont ralentis ou se sont inversés et le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue a sensiblement augmenté.

89. Selon les projections du Secrétariat, la croissance économique mondiale devrait rester sensiblement inférieure à sa tendance historique à long terme au cours des années 90, quoique légèrement supérieure aux résultats obtenus récemment. De ce fait, dans nombre de pays en développement, les populations continueront à vivre dans l'extrême pauvreté sans pouvoir espérer une amélioration notable de leur situation. Selon le scénario de base, 976 millions de personnes, contre 1,05 milliard en 1990 et 994 millions en 1980, continueront en l'an 2000 à avoir un revenu annuel par habitant inférieur à 300 dollars des Etats-Unis (en dollars de 1980). C'est en Asie uniquement que la situation devrait s'améliorer : selon les projections en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes le nombre de personnes entrant dans cette catégorie de revenu ira en augmentant.

90. Il ressort des simulations de la Banque mondiale que si le taux de croissance des pays en développement atteignait en moyenne 3 % seulement par habitant dans les années 90, le nombre de pauvres dans ces pays pourrait tomber de 1,1 milliard en 1985 à 825 millions en l'an 2000. Une croissance soutenue à un taux d'environ 7 %, note-t-on dans la Stratégie, pourrait

/...

assurer les conditions voulues pour une transformation véritable de l'économie et permettrait notamment des progrès rapides dans l'élimination de la pauvreté. Il va sans dire que les 18 premiers mois de la décennie ne permettent pas d'espérer que ces conditions seront réunies d'ici l'an 2000.

91. Les contraintes budgétaires ont contribué à une réduction des crédits en faveur des secteurs sociaux. Cependant, il serait possible d'améliorer l'allocation et l'utilisation des ressources disponibles. C'est ainsi qu'on s'attache à chercher des moyens plus novateurs et efficaces de réaliser des programmes et projets de lutte contre la pauvreté.

92. Les répercussions sociales des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation dans les pays en développement ainsi que les enseignements tirés du processus de transformation rapide des anciens pays à économie planifiée montrent qu'il faut prévoir des dispositifs de protection sociale efficaces, des fonds spéciaux pour les services sociaux et des programmes spéciaux en matière d'emploi.

93. L'Organisation internationale du Travail et d'autres organes et organismes des Nations Unies travaillent en étroite collaboration avec le FMI et la Banque mondiale en vue d'atténuer les conséquences négatives des programmes d'ajustement structurel en améliorant leurs volets sociaux. Leurs méthodes consistent à mettre l'accent sur des politiques entraînant une croissance plus importante, la création d'emplois, la mise en place d'infrastructures et l'accès aux soins de santé, l'enseignement et la formation ainsi que des programmes équilibrés de développement du secteur rural et du secteur non structuré qui constituent autant d'éléments indispensables à la lutte contre la pauvreté. A la Banque mondiale, de nouvelles directives font de la réduction durable de la pauvreté un objectif fondamental.

94. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, la baisse de la production d'aliments de base en 1991, en particulier de céréales, risque d'avoir des conséquences négatives dans les pays à faible revenu connaissant des déficits vivriers. Le volume total des importations dont ils auront besoin devrait augmenter en 1991-1992 mais, selon les prévisions, le volume des envois d'aide alimentaire demeurera constant, ce qui compliquera les problèmes alimentaires de ces pays. L'insuffisance de la production et la diminution prévue des stocks sont marquées en Chine et dans les pays à faible revenu connaissant des déficits vivriers d'Amérique centrale et du Sud. La situation alimentaire s'est améliorée en 1991 dans l'Afrique subsaharienne, en particulier dans le Sahel et d'autres régions d'Afrique de l'Ouest, mais la situation dans un certain nombre de pays, en particulier ceux qui sont victimes de la sécheresse en Afrique australe et dans la corne de l'Afrique, reste toutefois très grave.

95. Le volume de l'aide alimentaire nécessaire augmentera sans cesse dans les années 90. Il ressort des projections récentes qu'il faudra au moins 20 autres millions de tonnes chaque année pour répondre aux besoins nutritionnels minimaux et assurer la sécurité alimentaire. En attendant, le volume des envois d'aide alimentaire sous forme de céréales est toujours

/...

d'environ 11 millions de tonnes par an et les ressources fournies au Programme alimentaire mondial (PAM) pour les projets de développement ont diminué.

96. Du fait de l'augmentation récente du nombre de situations d'urgence d'origine naturelle ou humaine, le PAM a procédé à la réaffectation de ressources prévues pour des activités de développement, afin de privilégier les secours aux sinistrés. La moitié de l'aide alimentaire fournie par le PAM en 1991 est allée aux secours d'urgence et à l'aide aux réfugiés à long terme et aux personnes déplacées, contre environ un tiers les années précédentes.

97. Dans nombre de pays, les femmes assurent l'essentiel de la production alimentaire et sont responsables de la sécurité alimentaire et du bien-être des familles. Les chances de vaincre la faim et la pauvreté dans les zones rurales des pays en développement resteront très limitées tant que le rôle des femmes en tant que productrices n'est pas reconnu et revalorisé. Les participants à la récente réunion au sommet sur la promotion économique de la femme rurale ont demandé l'intensification de la collaboration interorganisations afin d'améliorer les conditions de vie de 550 millions de femmes rurales qui sont les principales victimes de la grande pauvreté.

98. Les rapports entre pauvreté et dégradation des ressources naturelles sont très complexes. Il existe cependant une importante corrélation entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Dans nombre de pays en développement, il sera difficile de protéger l'environnement sans atténuer et éliminer la pauvreté. Cependant, la gestion des ressources environnementales et naturelles peut offrir des moyens de réduire la pauvreté. Les projets de développement rural qui portent sur la création de revenu à court terme et l'accroissement à long terme de la productivité des ressources naturelles permettent de réduire la pauvreté de façon durable.

99. La Stratégie n'aborde pas la question de l'évolution inquiétante du trafic international illicite de stupéfiants, qui établit un lien entre la pauvreté dans les pays riches et la pauvreté dans les pays pauvres. La destruction des cultures illicites de plantes narcotiques, si elle ne va pas de pair avec une relance du développement, n'aura qu'un effet temporaire et ne permet nullement d'escompter des progrès à long terme.

#### B. Mise en valeur des ressources humaines et création d'institutions

100. La mise en valeur des ressources humaines est à la fois une façon de faire progresser le bien-être des hommes et un moyen essentiel d'accroître la capacité de production des habitants d'un pays. Dans les pays en développement, on assiste à un gaspillage patent de ressources humaines du fait des décès prématurés, des maladies récurrentes et génératrices d'incapacités et de l'analphabétisme. Bien qu'au fil des années, des progrès sensibles aient été réalisés dans ce domaine, les années 80 ont été marquées par une stagnation et des reculs dans nombre de pays, notamment en Afrique et en Amérique latine.

/...



101. Bien que les maladies transmissibles aient diminué, grâce essentiellement à l'immunisation, nombre de maladies transmissibles et parasitaires continuent à se propager avec une intensité égale et parfois même renforcée, comme le paludisme, la tuberculose, le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et le choléra. Parallèlement, les maladies chroniques (troubles cardio-vasculaires, cancer et diabète) augmentent.

102. La seconde évaluation de la Stratégie mondiale de la santé pour tous, qui a été terminée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en novembre 1991, montre que la mise en oeuvre de la politique sanitaire n'est pas satisfaisante. Alors que, théoriquement, les soins de santé ont été étendus dans la plupart des pays jusqu'à couvrir de 80 à 90 % de la population, l'accès effectif aux services de santé, notamment pour les populations les plus défavorisées, est loin d'atteindre ces pourcentages.

103. Les budgets nationaux ne s'accroissent pas de manière à répondre aux besoins en matière de santé; les investissements passés dans l'infrastructure de santé s'avèrent difficiles à maintenir. Les réformes introduites dernièrement dans nombre de pays en développement comportent un examen du rôle et des responsabilités du gouvernement dans le secteur de la santé publique. On peut s'attendre à ce qu'un rôle plus important soit dorénavant attribué aux services privés et non gouvernementaux.

104. Il est également évident que l'on tend à faire de plus en plus fond sur les forces du marché dans le secteur du logement. Les gouvernements adoptent de plus en plus souvent des stratégies reposant sur la décentralisation des pouvoirs, inspirées de la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000. Ils libéralisent les règlements applicables en la matière, et mettent davantage l'accent sur la petite entreprise. Le contexte conceptuel, analytique et institutionnel est en général inadéquat pour pouvoir suivre les résultats obtenus dans ce secteur. Pour remédier à ce problème, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH), en collaboration avec la Banque mondiale et d'autres donateurs, exécute actuellement un programme relatif aux indicateurs du logement, en vue d'établir une série d'indicateurs clefs pour ce secteur.

105. Il ne suffit pas de répartir différemment les ressources existantes pour bien gérer les ressources humaines : il faut davantage de ressources. Du fait de la baisse du PIB réel par habitant dans nombre de pays au cours des années 80 et de la contraction des dépenses publiques, il est devenu difficile, sinon impossible, de réaliser cet objectif. Etant donné que les dépenses sociales ont de leur côté été réduites tandis que le PIB baissait, il semble que le manque général de ressources plutôt qu'un changement dans l'ordre des priorités gouvernementales soit à l'origine du déclin des secteurs sociaux.

106. Il est nécessaire d'améliorer les politiques et programmes de mise en valeur des ressources humaines à l'échelon national, mais une aide internationale peut faciliter la tâche. En fait, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement



économiques (OCDE) estime que la mise en valeur des ressources humaines doit occuper une place de premier plan dans les stratégies de coopération en vue du développement, en soulignant que l'aide à ce titre jouit d'un large soutien du public dans les pays donateurs.

107. L'ampleur inattendue de l'ombre projetée sur toute la planète par la pandémie du SIDA est l'un des phénomènes survenus dans le domaine social qui, en raison de ses vastes conséquences pour le développement humain, mérite qu'on lui prête une attention soutenue. Le SIDA est susceptible de bouleverser le développement dans maintes parties du monde en développement.

108. Le nombre de personnes infectées par le VIH continue d'augmenter. Les estimations faites à ce sujet sont continuellement révisées en hausse. On estime qu'au début de 1992, de 9 à 11 millions d'hommes et de femmes et 1 million d'enfants étaient infectés par le VIH. D'ici à l'an 2000, on compte que sur les 30 à 40 millions de cas prévus, 90 % se produiront dans les pays en développement. La situation dans l'Afrique subsaharienne est particulièrement inquiétante dans la mesure où 6,5 millions d'hommes et de femmes et 750 000 enfants sont infectés. La maladie se propage rapidement dans des zones à basse prévalence telles que l'Asie du Sud-Est et gagne maintenant les zones rurales. L'incidence du VIH en Asie du Sud-Est pourrait en fait dépasser celle de l'Afrique durant la deuxième moitié des années 90.

109. Les soins dispensés aux malades du SIDA sont coûteux. Ainsi, dans les pays développés, les coûts directs peuvent atteindre 36 000 dollars par patient, en un contraste frappant avec la situation dans les pays en développement, où l'on ne dépense que 3 à 5 dollars par habitant et par an au titre de la santé. Dans certains pays, traiter tous les patients infectés ou malades absorberait 50 % du budget annuel de santé.

### C. Population

110. La Stratégie met l'accent sur les problèmes que posent une rapide croissance démographique, la distribution de la population, les migrations, le nombre de personnes à charge et les pressions liées à l'urbanisation, problèmes qui ont des incidences sur la plupart des aspects du développement social et, également, sur nombre d'aspects de la croissance économique.

111. En 1990, sur les 5,3 milliards d'habitants qui peuplent la planète, près de 4,2 milliards vivaient dans des pays en développement. D'après les projections moyennes de l'ONU, d'ici à l'an 2000, ces chiffres passeraient à 6,25 milliards et près de 5 milliards respectivement. Dans toutes les régions, sauf l'Afrique, les taux de croissance démographique ont baissé depuis la mi-1960. La baisse des taux de natalité masque toutefois une dynamique : les femmes ont moins d'enfants, mais le nombre de celles qui ont des enfants ne cesse de croître. La tendance à la baisse des taux de natalité pourrait fort bien ne pas se poursuivre car le nombre des femmes atteignant l'âge de procréer ira en augmentant durant les années 90.

112. Les programmes d'aide à la population peuvent jouer un rôle important dans les pays en développement (qui recourent à ce type de service). Le taux d'utilisation des moyens contraceptifs continue à augmenter dans tous les pays en développement; il a atteint 70 % en Asie de l'Est, mais ne dépasse pas 17 % en Afrique. Cent quarante-quatre pays fournissent, sous une forme ou une autre, un soutien aux programmes de planification de la famille et on estime que 400 millions de naissances environ ont été ainsi prévenues au cours des 30 dernières années. Pour atteindre simplement le niveau de projections moyennes de l'ONU pour l'an 2000, il faudrait que la planification familiale touche 186 millions de couples de plus d'ici la fin du siècle.

113. On note un plus large consensus quant à l'importance d'une baisse de la croissance démographique. Le rapport de la Commission Sud a souligné qu'on ne saurait différer l'adoption de mesures pour contenir l'accroissement de la population et qu'il faut agir sans plus tarder. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) encourage les pays donateurs à augmenter la proportion de l'APD destinée à financer des activités de population, pour la faire passer d'un peu plus de 1 %, moyenne des années 80, à 4 % d'ici la fin des années 90. Le volume de l'aide allouée n'a toutefois pas encore augmenté.

114. La planification de la famille est une condition nécessaire sinon suffisante pour ralentir la croissance démographique. Elle doit être associée au développement, car il existe un rapport inverse très net entre le développement et la fécondité. La valorisation des ressources humaines, et notamment des femmes, est cruciale à cet égard. On estime que l'éducation des mères est deux fois plus efficace que celle des pères quand il s'agit d'abaisser la mortalité des nourrissons et des jeunes enfants. Il existe un lien étroit entre l'éducation des femmes et la santé des enfants dans la mesure où les trois quarts des soins de santé dispensés dans les pays en développement, le sont au foyer, d'après les estimations, puisque ce sont généralement les femmes qui sont responsables de la santé et de l'alimentation de leur famille. De plus, dans les pays en développement, les femmes ayant sept ans ou plus de scolarité se marient, en moyenne près de quatre ans plus tard que celles n'ayant aucune instruction.

115. Sur les 960 millions d'adultes analphabètes que compte le monde, 640 millions sont des femmes. Dans les pays en développement, le taux d'analphabétisme était en 1990 de 45 % pour les femmes, contre 25 % pour les hommes. L'écart varie selon les régions. En Amérique latine et aux Caraïbes, le taux d'alphabétisation des femmes rejoint graduellement celui des hommes. Les taux féminins d'analphabétisme dans l'Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ainsi qu'en Asie du Sud sont de plus de 60 %, tandis que pour les hommes, ils varient entre 35 et 41 %. Si les tendances actuelles se maintiennent, une femme sur deux sera encore analphabète dans ces trois régions en l'an 2000.

116. Les décès de jeunes enfants dans les pays en développement représentent un large pourcentage de l'ensemble des décès, aussi les enfants sont-ils le groupe principal servant de cible aux efforts entrepris pour réduire la mortalité en général. En 1990, 12,9 millions d'enfants de moins de 5 ans sont

/...

morts dans les pays en développement. Les causes immédiates de plus de 60 % de ces décès sont des maladies qui peuvent être prévenues telles que la diarrhée, la rougeole, le tétanos, la coqueluche et la pneumonie. L'un des buts adoptés par le Sommet mondial pour les enfants en 1990 et repris dans la Stratégie est de réduire d'un tiers le taux de mortalité des moins de 5 ans (ou de le ramener au-dessous de 70 décès pour 1 000 naissances, si ce pourcentage est plus faible). En diminuant la mortalité infantile et postinfantile, on réduit également la fécondité.

117. La Conférence de 1994 sur la population et le développement a pour thème général la population, la croissance soutenue et le développement durable.

118. La Stratégie ne mentionne qu'en passant les migrations internationales, en s'attachant essentiellement à celles nées de conflits et de bouleversements. Il n'en reste pas moins que les disparités économiques entre pays contribuent elles aussi à ce phénomène. Il est difficile de prévoir les tendances en matière de migrations internationales dans la mesure où elles sont pour beaucoup l'effet de circonstances politiques, économiques et sociales imprévisibles dans les pays d'origine et de destination. Cependant, tant que l'écart entre le Nord et le Sud reste énorme et qu'un nombre croissant de personnes dans les pays en développement font face à des possibilités de plus en plus limitées dans leur propre pays, les pressions en faveur des migrations vers les pays industrialisés ne cesseront de croître.

#### D. Environnement

119. En matière d'environnement, la Stratégie ne contient que des directives d'ordre général. En effet, lors de son adoption, les travaux préparatoires à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement venaient tout juste de commencer et quand le présent rapport sera soumis au Conseil économique et social, le Sommet "planète Terre" de Rio de Janeiro aura tout juste pris fin.

120. Plus se précise la menace latente que pose la détérioration de l'environnement, plus les préoccupations d'ordre environnemental prennent de l'acuité. Le Sommet "planète Terre" a suscité un intérêt considérable dans l'opinion publique mondiale, incitant les gouvernements à manifester concrètement leur ferme résolution de promouvoir un développement durable.

121. De nombreux pays ont élaboré des plans d'action, stratégies ou politiques qui témoignent d'un souci de lier la gestion de l'environnement au développement socio-économique sectoriel et général. Les principaux groupes d'intérêt, par exemple l'industrie, les associations de consommateurs et la communauté scientifique, sont de plus en plus souvent amenés à participer à l'élaboration de ces plans. On assiste soit à la mise en place d'institutions, de départements ou de ministères de protection de l'environnement, soit au renforcement de ceux qui existent déjà.

/...

122. L'évaluation de l'impact sur l'environnement est de plus en plus perçue comme un outil commode, bien qu'elle n'ait pas encore été intégrée de façon adéquate à l'examen préalable des projets. Dans les pays développés, le principe du "pollueur payeur" est de plus en plus souvent appliqué, bien que son application soit dans une large mesure fonction des avantages comparatifs. Si la gestion de l'environnement s'opère encore essentiellement par le biais de dispositions réglementaires, celles-ci sont de plus en plus souvent complétées par le recours à des instruments économiques qui introduisent une plus grande souplesse et réduisent le coût de la mise en oeuvre.

123. Bien que, tant au niveau des différents pays que dans le cadre des efforts internationaux de coopération, législation, mesures gouvernementales et élaboration de normes environnementales aient progressé, on observe encore peu d'améliorations concrètes dans la qualité de l'environnement et la protection des ressources naturelles.

124. Pour des pays dont la croissance économique dépend directement de la productivité des ressources naturelles et des exportations de produits de base, l'insuffisance des ressources et leur détérioration, l'accroissement de la population et la généralisation de la pauvreté, joints aux fortes ponctions qu'exerce le service de la dette, à la dégradation des termes de l'échange, aux difficultés d'accès aux marchés d'exportation ainsi qu'à la contraction des investissements et des flux extérieurs de ressources, constituent de formidables problèmes. La crise que ces pays traversent sur le plan de l'environnement et du développement est souvent aggravée par des troubles civils, une administration déficiente et d'importants mouvements de population liés à la sécheresse, à la famine et à l'agitation politique.

#### IV. LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

125. En 1991, cinq pays ont été ajoutés à la liste des pays les moins avancés, portant ainsi à 47 leur nombre total. Seul un PMA a satisfait aux critères lui permettant d'être éventuellement rayé de la liste.

126. L'économie mondiale s'est montrée jusqu'ici peu favorable à la relance de la croissance dans les PMA que préconise le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés tel qu'adopté à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui s'est tenue à Paris en septembre 1990.

127. La croissance des PMA a subi le contre-coup du ralentissement de la croissance économique mondiale, de la décélération du commerce international et du déclin du cours réel des principaux produits de base autres que les carburants. La stagnation a continué. On estime qu'au total, le PIB des pays les moins avancés n'a pas augmenté de plus de 1,4 % en 1991, contre 3,4 % pour l'ensemble des pays en développement. Les projections pour 1992 font apparaître une croissance négative, en grande partie à cause de la sécheresse qui sévit en Afrique australe et dans la corne de l'Afrique, ce qui laisse à

penser que le taux de croissance par habitant d'un grand nombre de PMA sera négligeable, sinon négatif.

128. Le climat continue à jouer un rôle crucial dans l'économie de ces pays. Peu clément en 1990 dans les PMA d'Afrique, le temps s'est montré favorable en 1991, ce qui a marginalement amélioré l'ensemble de la conjoncture économique. Il est redevenu capricieux en 1992, apportant la sécheresse en Afrique australe et dans la corne de l'Afrique.

129. Nombre de PMA appliquent des programmes de réforme économique. Les monnaies nationales ont été dévaluées, les dépenses publiques réduites et des réformes du commerce extérieur amorcées. Les PMA se sont également efforcés de rationaliser le fonctionnement de leur secteur public et d'en accroître la productivité, de mettre en valeur leurs ressources humaines, de développer leurs institutions, et d'encourager les initiatives privées en vue du développement, notamment les entreprises privées et les investissements étrangers.

130. Le succès des politiques nationales des PMA dépend toutefois du renforcement de la coopération pour leur croissance et leur développement. Le Programme d'action désigne trois domaines privilégiés sur lesquels la communauté internationale devrait faire porter ses efforts: le flux extérieur de ressources, l'allégement de la dette et le commerce extérieur. Le flux d'aide publique au développement dans les PMA au début des années 90 ne reflète que partiellement les nouveaux engagements pris à la Conférence de Paris. Même si, conformément à ces engagements, l'APD augmentait sensiblement, elle ne suffirait encore pas à satisfaire les besoins des PMA en capitaux étrangers pendant les années 90.

131. Des mesures ont été prises ces dernières années pour alléger considérablement la dette des PMA. L'économie de nombre de ces derniers demeure néanmoins lourdement grevée par leur dette.

#### V. ROLE DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

132. C'est aux pays eux-mêmes, qu'ils soient développés ou en développement, que la Stratégie confie la principale responsabilité de la réalisation de ses objectifs. Il n'en reste pas moins que "le réseau des organisations internationales a l'importante obligation d'étendre et de remplir pleinement son rôle d'auxiliaire du développement".

133. Les principes et les objectifs de la Stratégie intègrent les principes et objectifs qui figurent déjà dans les stratégies sectorielles, les plans et les priorités qui ont été adoptés par les organes directeurs de nombreuses organisations du système des Nations Unies et qui se reflètent dans les plans à moyen terme, les budgets-programmes et autres documents orientant leurs activités. La Stratégie considère qu'il est indispensable de fonder les efforts sur les accords déjà conclus au cours d'un certain nombre de conférences intergouvernementales.

/...

134. Certains des objectifs et principes de la Stratégie sont définis en termes généraux et mettent à contribution de nombreuses instances du système des Nations Unies; il serait donc malaisé de formuler des critères d'application bien précis en ce qui les concerne. Mais la plupart des principes et objectifs comportent également des objectifs subsidiaires spécifiques, dont la réalisation incombe essentiellement soit à une organisation donnée soit à un petit nombre d'organisations, comme en témoignent les stratégies à long terme des instances concernées.

135. La plupart des activités du système des Nations Unies s'inscrivent dans l'esprit de la Stratégie. Les rapports que les organes directeurs établissent régulièrement sur l'exécution des travaux de leurs organisations respectives constituent dans une large mesure un examen et une évaluation de l'application de la Stratégie. Certaines organisations ont déjà mis en place un mécanisme très complet de suivi et d'analyse dans le cadre de leurs stratégies à long terme.

136. Il faudrait tirer tout le parti possible des rouages existants du système des Nations Unies plutôt que créer de nouveaux mécanismes de suivi. Par exemple, la réalisation des objectifs de la Stratégie touchant à la diminution de la faim fait partie intégrante du mandat du Conseil mondial de l'alimentation; elle est examinée régulièrement au cours de ses sessions ministérielles annuelles. De même, le suivi des objectifs en faveur des enfants dont le Sommet mondial pour les enfants a recommandé l'adoption et qui sont repris dans la Stratégie fait partie intégrante du mandat de l'UNICEF.

137. A l'intérieur du système actuel, on reconnaît qu'il est indispensable de coopérer et de coordonner les différentes initiatives et il existe des mécanismes pour ce faire. Coordonner les activités ne devrait pas signifier étrangler toute nouvelle initiative sous un carcan bureaucratique; la difficulté principale consiste à faciliter la collaboration technique voulue, tout en minimisant autant que faire se peut l'infrastructure bureaucratique.

#### Note

1/ Pour plus de détails, voir l'Etude sur l'économie mondiale, 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.92.II.C.1). L'analyse des problèmes de la dette extérieure et du financement extérieur du développement se fonde également pour une large part sur des données de l'Etude.

-----